

La mainmise des Saoudiens sur la grande mosquée de Genève inquiète

Tensions Le choix des dirigeants de la mosquée la plus importante du pays et la vision rigoriste de l'islam défendue par l'Arabie saoudite sont vivement critiqués.

Alexandre Haederli
cellule-enquete@lematindimanche.ch

L'attentat de Berlin cette semaine rappelle que la radicalisation ne se passe pas que sur Internet. L'auteur présumé, Anis Amri, aurait été influencé par les milieux islamistes implantés dans l'ouest de l'Allemagne.

En Suisse, ce sont notamment des personnes proches de la grande mosquée de Genève qui cristallisent l'attention depuis des mois. Le lieu de culte du Petit-Saconnex a été fréquenté par une douzaine de jeunes radicalisés. Deux d'entre eux ont rejoint la Syrie pour faire le djihad. Par ailleurs, trois employés de la mosquée font l'objet d'une fiche Sen France pour soupçon de radicalisation.

Plus récemment, l'engagement d'un imam, censé entrer en fonction début janvier, a suscité la polémique. En poste dans le canton de Zurich, il est connu pour avoir refusé de condamner la lapidation. À peine signé, son contrat à Genève a été résilié sous le feu des critiques. Les fidèles sont les premières victimes de ces esclandres à répétition. Plus de deux cents d'entre eux ont signé une pétition exigeant le départ immédiat du directeur.

Que se passe-t-il au cœur de la plus grande mosquée de Suisse? Qui dirige ce lieu emblématique? Durant plusieurs semaines, nous avons tenté d'obtenir des réponses de la Fondation culturelle islamique de Genève, qui gère ce lieu de prière. La direction a d'abord proposé un rendez-vous, avant de l'annuler.

Le Registre du commerce nous apprend que treize personnes siègent au conseil de fondation, organe suprême où se prennent les décisions stratégiques. Parmi elles, huit viennent d'Arabie saoudite. Les quatre personnes qui possèdent un droit de signature sont Saoudiennes.

Au premier poste, le directeur, Ahmed Beyari, 72 ans, accusé par des fidèles d'être resté passif lorsque le groupe de jeunes radicalisés fréquentait la mosquée. Il a été ambassadeur d'Arabie saoudite dans de nombreux pays, dont le Sénégal, avant d'être parachuté à la mosquée de Genève en 2012.

Des liens avec Vienne et Bruxelles

On découvre également que la fondation genevoise est liée à d'autres mosquées d'Europe. Elles aussi ont défrayé la chronique.

Le directeur du Centre islamique de Vienne, Hashim Mahroug, est entré au conseil de la fondation genevoise en avril 2014. Cinq mois plus tard, il était au cœur de l'attention médiatique, bien malgré lui. Firas H., un Autrichien de 19 ans qui fréquentait le Centre islamique de Vienne, est parti gonfler les rangs de l'État islamique. Firas H. avait accordé, depuis la Syrie, une interview à la chaîne de télévision autrichienne Puls4. À la question de savoir où il avait été radicalisé, il avait répondu: «Le directeur du centre islamique a toutes les réponses. Ils recrutent pour l'État islamique.»

Ces allégations surprenantes n'ont jamais été prouvées. Firas H. aurait été tué quelques mois plus tard. Malade, le directeur du centre n'a pas pu répondre à nos questions. Au moment des faits, il avait réfuté toute implication: «C'est absurde. Nous condamnons l'État islamique. Si une personne a des idées extrémistes, nous prévenons les autorités.» Le Ministère de l'intérieur autrichien annonçait de son côté avoir placé la mosquée sous surveillance.

Autre membre du conseil genevois: le directeur de la grande mosquée de Bruxelles, Jamal Saleh Momenah. Ce lieu de culte a été pointé du doigt en mars 2016



Plusieurs dirigeants de la mosquée du Petit-Saconnex sont actifs dans d'autres lieux de prière en Europe. Sébastien Anx

pour avoir diffusé sur son site Internet des conseils aux musulmans belges: interdiction pour une femme de soutenir le regard d'un homme ou interdiction de travailler dans un magasin qui vend des produits non halal. Ces recommandations, très peu en phase avec le multiculturalisme bruxellois ont, depuis, disparu du site. Le directeur n'a pas répondu à nos demandes d'interview. Par le passé, il a toujours affirmé que l'islam était une religion de paix.

Situation unique en Suisse

La mainmise saoudienne remonte à la création de la mosquée de Genève à la fin des années 1970. Le Royaume d'Arabie saoudite a financé sa construction et a fourni un capital de base de 15 millions de francs à la fondation. Ses statuts donnent plein pouvoir à la Ligue islamique mondiale pour nommer les membres de son conseil. La Ligue islamique mondiale a été créée par l'Arabie saoudite pour

répandre sa vision rigoriste de l'islam, le wahhabisme. Le poste de président de la fondation genevoise est réservé au secrétaire général de la Ligue islamique mondiale. Parmi les autres membres, on trouve le consul actuel d'Arabie saoudite à Genève ainsi que plusieurs employés, ou anciens employés, du gouvernement saoudien.

Cette situation fait de la mosquée de Genève un cas unique en Suisse. Unique et inquiétant pour plusieurs experts. «Le casting du conseil de fondation est tout sauf parfait, estime Hasni Abdi, directeur du Centre d'études et de recherche sur le monde

«Nous ne nous reconnaissons plus dans la gestion autoritaire de la mosquée»

Mohamed Tawfik, fidèle de la mosquée depuis sa création

arabe et méditerranéen à Genève. Il y a lieu de revoir les mécanismes de nomination.» Mais, pour lui, c'est surtout son fonctionnement qui pose problème. «Beaucoup de ses membres ne résident pas en Suisse, n'ont pas de proximité avec notre pays et ne se réunissent pas de manière suffisamment régulière pour assurer une bonne gestion.»

Inquiétudes aussi sur le plan théologique. Les deux imams en poste ont été formés à Médine, en Arabie saoudite. «Le wahhabisme qui y est enseigné est une doctrine rigoriste qui préconise une communauté islamique vivant à part, déconnectée de la société civile», analyse Reinhard Schulze, islamologue et professeur à l'Université de Berne. Une pratique qui va à l'encontre du modèle d'intégration suisse. Et qui peut servir de terreau à une radicalisation. «Dans de rares cas, il y a un risque que ces personnes basculent dans l'extrémisme.» Si les liens entre Genève et l'Arabie

saoudite ne sont pas nouveaux, le contexte actuel rend la situation particulièrement problématique.

«Nous ne nous reconnaissons plus dans la gestion autoritaire de la mosquée», déplore Mohamed Tawfik. Cet Égyptien habite Genève et fréquente le lieu de culte depuis sa création. «Nous demandons que la gestion soit confiée à des personnes intégrées en Suisse.»

Suite à nos multiples relances, le directeur nous a finalement adressé un e-mail. «Le mandat des membres du conseil de fondation touche à sa fin. Une réflexion sur la recomposition est en cours.» La pétition? Elle serait le fait de personnes malveillantes. Concernant l'influence de l'Arabie saoudite, il affirme qu'elle est «inexistante». Le diplomate rappelle avoir appris le français à l'Université de Neuchâtel au début des années 1960: «Je connais très bien la culture suisse, que j'apprécie beaucoup.»

Des notes à l'école pour l'éducation civique?

Proposition Pour combattre l'abstentionnisme chez les jeunes, Mathias Reynard (PS/VS) voudrait introduire des notes en civisme qui comptent dans la moyenne.

À chaque élection ou votation, c'est le même constat: les jeunes participent très peu en Suisse. «Et, à chaque fois, ce sont les mêmes discussions et les mêmes promesses, sans que jamais rien ne se passe», ajoute Mathias Reynard (PS/VS), décidé à empoigner le problème. Il rappelle un seul chiffre: lors de la votation du 9 février 2014, sur l'initiative UDC «Contre l'immigration

de masse», le taux de participation chez les 18-29 ans était de 17%, alors qu'il avoisinait les 80% chez les 50-70 ans. «Dans une démocratie directe, c'est quand même problématique!» Le conseiller national avait déjà demandé au Parlement de soutenir les communes qui envoyaient la brochure Easyvote - du nom d'un site Internet qui explique aux jeunes les enjeux des votations - gratuitement à leurs citoyens les moins âgés. En vain. Cette fois, il propose toute une panoplie de mesures.

La plus innovante? Transformer les cours d'éducation sur la citoyenneté en branche éva-

luée, dont les notes comptent pour l'obtention de certificats, aussi bien dans les gymnases que les formations professionnelles. «Aujourd'hui, dans les écoles professionnelles, lors de l'obtention d'un CFC, les cours de civisme sont noyés parmi les heures d'histoire et de géographie», explique Mathias Reynard. Et d'ajouter: «Il existe de graves lacunes et disparités dans ces cours. Ça dépend des régions, des établissements et même des profs. Moi, par exemple, je dois donner une heure de cours par semaine comme enseignant au cycle secondaire en Valais. Et je n'ai à disposition aucun bouquin qui

soit à jour.» D'où la deuxième proposition: débloquer immédiatement de l'argent des caisses fédérales pour les manuels scolaires de civisme.

Le conseiller national demande encore des campagnes de sensibilisation lors des votations et des élections spécialement ciblées sur les jeunes: vidéos sur les réseaux sociaux, affiches et brochures d'explications attrayantes. Il propose aussi de généraliser le vote des jeunes dès 16 ans, sur demande, à toute la Suisse. Aujourd'hui, seul Glaris a décidé, dans une Landsgemeinde, le vote dès 16 ans pour les scrutins cantonaux, et Neuchâtel se penche

sur une initiative populaire. «Il faut s'inspirer du modèle autrichien, un pays comparable au nôtre», insiste le conseiller national. L'Autriche a instauré en 2007 le droit de vote dès 16 ans, avec un renforcement des cours civiques à l'école et des campagnes ciblées de sensibilisation. Et les premiers résultats sont là: «L'Autriche a enregistré une augmentation du premier vote et surtout une augmentation de la participation sur les années qui suivent.»

Un succès qui ne peut que convaincre? Pas sûr. À droite, le fédéralisme est roi - et l'enseignement dépend des cantons. «Il y a un problème de

participation des jeunes, concède Fathi Derder, conseiller national (PLR/VD). Mais je ne suis pas sûr que Mathias Reynard ait la solution. Moi non plus d'ailleurs.» Le PLR vaudrait parler d'une «approche paternaliste»: «Je crois que les jeunes ont très bien compris les enjeux de la politique mais qu'ils n'ont pas envie de voter. Et des cours supplémentaires n'y changeront rien. Il y a d'ailleurs des cours bien plus urgents à donner aux jeunes, comme les sciences informatiques.» Mathias Reynard devra se montrer très combatif pour obtenir quelque chose de concret... **F.M.**